

Il est temps pour une discussion franche

Vicki Gunn

Directeur Exécutif, PHC Canada

Combien d'entre vous, avant d'avoir des enfants, ont approché votre député, votre député provincial ou vos conseillers locaux et les commissions scolaires pour discuter de la façon dont vos enfants seraient élevés?

Il est temps pour une discussion franche sur l'éthique et la moralité sexuelles en ce qui concerne: l'éducation et l'instruction des enfants, la sexualité promue par le gouvernement et la décence publique.

Avez-vous discuté de tout cela avec votre représentant gouvernemental avant de discuter d'avoir des enfants avec votre mari ou votre femme? Cela faisait-il partie de votre cours de préparation au mariage? Ou, après le mariage, vous êtes-vous réunis avec votre mari ou votre femme, votre conseiller local, votre député provincial ou votre député pour avoir une discussion franche sur la manière d'élever la famille que vous et votre mari ou votre épouse souhaiteriez créer? Dans un pays libre, est-ce vraiment le rôle des fonctionnaires de surveiller la façon dont nous éduquons nos enfants?

En Chine, dont la « dictature de base » est admirée tant par notre Premier ministre, les parents se sont-ils assembles pour discuter avec leur souverain suprême avant la mise en œuvre de la « politique de l'enfant unique »? OÙ, sauf dans une dictature fondamentale, s'attendrait-on à ce que le gouvernement soit dans les « chambres de la nation »?

Eh bien! Je veux dire... ailleurs qu'au Canada.

Il y a plus d'un demi-siècle, l'aîné du premier ministre Trudeau a rendu célèbre l'axiome « Il n'y a pas de place pour l'État dans les chambres de la nation ». Il a ajouté la mise en garde : « Quand cela devient public, c'est une autre affaire. »

Son infâme « projet de loi omnibus » a changé la loi canadienne et a contesté toutes les choses décentes.

Quels sont donc certains des effets?

Comme mentionné la semaine dernière,¹ le Canada manque une grande partie de plusieurs générations. Quatre millions de bébés canadiens ont été tués pour gagner du temps et au nom du « choix ». Si vous regardez nos communiqués au fil des ans, vous verrez que le Canada a payé un prix énorme pour le projet de loi omnibus des aînés de Trudeau. Et ce coût continuera d'augmenter à mesure que les baby-boomers prendront leur retraite et que la génération X, les milléniaux et la génération Z auront du mal à soutenir notre retraite grâce au Régime de pensions du Canada. N'oubliez pas que le gouvernement n'a pas investi en notre nom nos nombreuses années de contributions; ils ont plutôt financé le départ à la retraite des générations précédentes grâce aux contributions des générations actives qui ont suivies. Le gouvernement, après avoir dicté combien nous devrions mettre de côté, a ensuite choisi la façon dont nos fonds du « CPP » seraient utilisés. (« Merci! papa état!»)

Alors que l'Office d'investissement du « CPP » s'efforce de rattraper son retard, le Canada est confronté au problème d'avoir des retraités trop nombreux pour être soutenus par la génération active actuelle. Mais ça va; nous avons maintenant l'aide médicale à mourir (MAID) afin que nous puissions faire pression sur nos aînés pour qu'ils « meurent dignement »... et pour économiser sur les frais médicaux, le plus tôt sera le mieux!

Mais revenons à la discussion que les Canadiens devraient avoir avec tous les niveaux de gouvernement avant d'avoir des enfants :

Les premières choses à considérer sont les prestations de maternité, les prestations parentales et les prestations parentales étendues.² Il est important d'en discuter avec le gouvernement. Après tout, ces dépenses issues des contribuables donnent apparemment au gouvernement le droit de prendre des décisions pour votre famille. Du côté positif, nous obtenons tout cet argent « gratuit »... tandis que le gouvernement supervise notre vie.

Aussi, nous devons considérer le coût de la garderie, une autre raison de discuter avec votre gouvernement avant la décision d'avoir des enfants. Après tout, c'est un endroit où les politiciens peuvent acheter des votes! Garderie financée ou non financée par le gouvernement? L'argent des contribuables dans les garderies financées par le gouvernement est utilisé pour justifier l'intrusion du gouvernement dans les types de choses que vos enfants apprendront en garderie.

Quels sont les choses que premiers éducateurs de la petite enfance en formation sont enseignés à apprendre à nos jeunes enfants? L'Université de Toronto a publié un livre pour nous aider à comprendre ce que les premiers éducateurs de la petite enfance devraient enseigner.³

On peut y lire : « Le rôle d'un éducateur est imprégné de la responsabilité de fournir un environnement holistique et émotionnellement favorable aux jeunes enfants. Souvent, les éducateurs assument un « rôle parental » **en donnant aux enfants un fondement moral et des valeurs** par le biais de discussions avec les enfants ou par la modélisation d'un comportement approprié » (emphase ajoutée).

Il énumère plus tard dans un plan d'action : « Utilisez la littérature pour enfants » dans la classe de la petite enfance comme moyen de discussion. « Building Bridges » offre des suggestions **d'histoires positives homosexuelles** qui peuvent inciter à la discussion avec des enfants de tous âges »(emphase ajoutée). Ils ont bien sûr oublié d'inclure des histoires positives pour les hétérosexuels.

La garderie financée par l'État garantit que vos enfants sont initiés à la vision du monde la plus moderne... que ce soit votre vision du monde ou non.

Bien sûr, à mesure que vos enfants grandissent, ils seront confrontés à des pressions croissantes pour adopter la religion laïque et l'éthique sexuelle de notre gouvernement à travers des programmes éducatifs tels que l'orientation sexuelle et l'expression de l'identité de genre (« SOGIE »). Oubliant la timidité naturelle des femmes et des filles, de nombreuses écoles financées par le gouvernement forcent désormais nos enfants à souffrir des toilettes non spécifiques au genre. Avec un mépris total pour la modestie naturelle et la timidité des jeunes dans leurs corps d'adolescents changeants, les éducateurs publics sont devenus les exécutants d'une vision du monde qui fait de l'État le principal arbitre des valeurs sexuelles et morales pour nos enfants.

En fait, [les parents et les enseignants] ont rapporté que la forte augmentation des écoles primaires et secondaires mettant en œuvre des salles de bain non sexistes a rendu les filles « Qui ont leurs règles si anxieuses de partager des installations avec des garçons que certaines restent à la maison de peur de ressentir 'la honte due à leur période de menstrues'. « Certaines sont même » en train de risquer des infections en refusant d'uriner toute la journée », et d'autres se débrouillent en refusant de boire à l'école⁴.

Ne souhaiteriez-vous pas en avoir discuté avec votre député, votre député provincial et les gouvernements locaux avant d'avoir des enfants confrontés à des problèmes de santé malgré les points de vue traditionnels que vous avez travaillé si dur pour leur enseigner?

Cela ne prend pas en compte les organisations étudiantes telles que « Gay Straight Alliances », dont vous, en tant que parent, pourriez ne jamais être informés. Cela ne tient pas compte du fait que, en tant que parents, vous êtes privé de votre autorité sur vos propres enfants lorsqu'il s'agit de discuter des questions d'identité de genre. Le gouvernement est en train d'intervenir rapidement pour interdire la « thérapie de conversion », un ensemble non défini d'approches pour aider les personnes aux prises avec une confusion sexuelle non désirée.

La mise en garde du premier ministre Trudeau sénior, « Quand ça devient publique, c'est une autre affaire », est maintenant devenue la norme. Aujourd'hui, les discussions publiques sur la sexualité sont très difficiles à éviter. Les entreprises se sentent obligées d'affirmer la diversité sexuelle. Les gouvernements municipaux, les politiciens et les Canadiens ordinaires sont forcés d'approuver des défilés publics mettant en vedette des personnes dénudant leurs parties intimes. Des actes qui étaient auparavant limités aux chambres de la nation ont maintenant envahi les rues. Et à notre honte, nous l'avons permis!

Il est temps de retrouver la décence publique. Il est temps pour nous de récupérer notre héritage, qui inclut et honore un sens de la modestie. Il est temps de remettre la sexualité dans les chambres des couples mariés auxquels elle appartient et de laisser nos écoles enseigner des programmes académiques appropriés. Nos rues publiques, sur lesquelles nous nous déplaçons tous pour aller au travail et à l'école, devraient être des lieux où la décence et le respect sont la norme. Il est temps que les valeurs morales du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada soient restaurées. Rejoignez le PHC du Canada dès aujourd'hui!⁵

Notes de bas de page

¹ www.chp.ca/fr/commentary/detailler/oups-un-moment-pour-les-aines-pour-le-canada

² www.canada.ca/en/employment-social-development/programs/ei/ei-list/reports/maternity-parental.htm

³ www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/Resources_Topics/Resources_Topics_Diversity/BuildingBridges.pdf

⁴ www.lifesitenews.com/blogs/transgender-bathrooms-causing-plague-of-girls-afraid-to-use-toilets-at-school

⁵ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous